

F. 93 — 1990

19 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les dispositions transitoires relatives aux charges et emplois applicables aux membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 111, § 4 inséré par le décret du 4 février 1993 et modifié par le décret du 5 juillet 1993;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 1^{er} décembre 1992;

Vu l'avis du Comité des Services publics provinciaux et locaux — Section II donné le 29 juin 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la jeunesse et des Relations internationales,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux personnes qui, depuis le 1^{er} octobre 1992 au moins, exercent à titre principal ou à titre accessoire, une fonction dans l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, les notions « nomination définitive », ou « nommé à titre définitif », ou encore, « maintenu à titre définitif » visent :

- soit la nomination définitive accordée aux membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné;
- soit l'agrégation de la nomination définitive accordée aux membres du personnel de l'enseignement libre subventionné;
- soit l'engagement à titre définitif par un pouvoir organisateur d'un membre du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné.

Art. 3. Pour l'application des articles 11, 1^o, 18, 1^o, 24, 1^o, 30, 8^o et 36, 8^o, ne constituent pas des interruptions les cas visés à l'article 40 bis, § 3 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique.

Cette notion ne prend pas en compte le nombre réel de semaines d'organisation des sections, ces dernières étant considérées comme ayant été organisées en quarante semaines.

Art. 4. Pour l'application des articles 8, 9, 10, 15, 16, 17, 21, 22, 23, 27, 28, 29, 33, 34 et 35 sont réputés avoir exercé leur fonction, les membres du personnel définitif qui, au 1^{er} octobre 1992, se trouvaient dans la position administrative d'activité de service ou de disponibilité autre que la disponibilité par défaut d'emploi.

Art. 5. Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent qu'aux emplois justifiés en fonction des dispositions légales et réglementaires, notamment sur base des dispositions du titre II de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale, et des dotations de périodes des établissements d'enseignement de promotion sociale.

Art. 6. Les membres du personnel qui, après application des dispositions du présent arrêté, sont maintenus à titre définitif dans une fonction accessoire de directeur, sous-directeur, chef d'atelier dans l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française sont tenus, indépendamment de leur rémunération limitée à la charge qu'ils occupaient au 30 juin 1991, d'assurer les prestations qui correspondent à l'emploi qu'ils occupent, soit selon le cas, un quart temps, un mi-temps, un trois quart temps ou un temps plein.

Art. 7. Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de service ou dans l'ancienneté de fonction visée par le présent arrêté :

a) les services rendus à titre de temporaire ou d'intérimaire interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin des services prestés, y compris, s'ils sont englobés dans la période d'activité continue, les congés de détente ainsi que les vacances d'hiver et du printemps; ce nombre de jours est multiplié par 1,2;

b) les services effectifs rendus à un titre autre que celui de temporaire ou d'intérimaire se comptent par mois de calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés.

Les services admissibles pendant le mois au cours duquel le membre du personnel est désigné pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire, sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire;

c) les services effectifs dans une fonction à prestations complètes ou dans une fonction à prestations incomplètes interviennent pour une ancienneté calculée de date à date en valeur absolue;

d) trente jours forment un mois;

e) la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période;

f) la durée des services admissibles que compte le membre du personnel ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile.

TITRE II. — Fonction de promotion : Directeur

Art. 8. Les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française qui exercent depuis le 1^{er} octobre 1992 au moins, la fonction de directeur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française sont :

1^o soit maintenus à titre définitif dans la fonction principale de directeur de cet établissement. Leur fonction s'exerce conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

2^o soit nommés à titre définitif, à la date fixée par l'acte officiel y afférent, dans la fonction principale de directeur de cet établissement. Leur fonction s'exerce conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

3° soit maintenus dans la fonction accessoire de directeur de cet établissement, pour la charge correspondant à leur nomination définitive et dans le respect des conditions légales et réglementaires appliquées la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, en ce compris celles qui se rapportent à la rémunération.

Leurs prestations sont celles prévues à l'article 5. Cet emploi ne donne lieu à aucune compensation par rapport à un emploi à temps plein.

Art. 9. Les membres du personnel visés à l'article 8, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre principal, sont soumis aux dispositions de l'article 8, 1°.

Art. 10. Les membres du personnel visés à l'article 8, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre accessoire, sont soumis aux dispositions de l'article 8, 3°.

Toutefois, à leur demande, ils peuvent opter pour la fonction principale de directeur à prestations complètes de cet établissement, auquel cas ils bénéficient des dispositions de l'article 8, 2°.

Art. 11. Les membres du personnel visés à l'article 8, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exercent à titre principal, peuvent bénéficier, à leur demande et sur décision du Pouvoir organisateur, des dispositions de l'article 8, 2°, pour autant que cet emploi reste vacant après application éventuelle des articles 9 et 10 et qu'ils remplissent les conditions suivantes :

1° avoir exercé sans interruption la fonction de directeur de cet établissement depuis le 1^{er} octobre 1992;

2° justifier à la date du 30 septembre 1992 d'au moins deux années de services prestés dans l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française comptées à partir de l'âge de vingt-six ans.

Art. 12. Les membres du personnel visés à l'article 8, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exercent à titre accessoire, peuvent bénéficier, à leur demande, et sur décision du Pouvoir organisateur, des dispositions de l'article 8, 2°, pour autant que cet emploi reste vacant après application éventuelle des articles 9, 10 et 11 et qu'ils remplissent l'ensemble des conditions mentionnées à l'article 11.

Art. 13. Les modalités selon lesquelles les membres du personnel visés aux articles 10, 11 et 12 doivent introduire leur demande afin d'être nommés ou maintenus dans la fonction principale de directeur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française sont fixées par le Pouvoir organisateur concerné.

Art. 14. Les membres du personnel qui, par l'application des articles 11 et 12 du présent arrêté, exercent la fonction principale de directeur à prestations complètes d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale s'engagent à n'exercer aucune fonction, mandat ou service rémunéré dans l'enseignement ou hors de l'enseignement à l'exception toutefois — et pour autant que ce soit compatible avec leur charge — de prestations à titre d'expert dans l'enseignement de promotion sociale ou de l'exercice d'un mandat politique.

Le respect de l'engagement visé à l'alinéa précédent est une condition au subventionnement des membres du personnel concernés.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux membres du personnel qui étaient nommés dans la fonction principale de directeur d'un établissement de promotion sociale subventionné par la Communauté française et qui bénéficient d'une extension de charge par l'application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale.

TITRE III. — Fonctions de sélection

CHAPITRE 1^{er}. — Sous-directeur

Art. 15. Les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française qui exercent depuis le 1^{er} octobre 1992 au moins, la fonction de sous-directeur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française sont :

1° soit maintenus à titre définitif dans la fonction principale de sous-directeur de cet établissement. Leur fonction s'exerce conformément aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

2° soit nommés à titre définitif, à la date fixée par l'arrêté de nomination dans la fonction principale de sous-directeur de cet établissement. Leur fonction s'exerce conformément aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

3° soit maintenus dans la fonction accessoire de sous-directeur de cet établissement, pour la charge correspondant à leur nomination définitive et dans le respect des conditions légales et réglementaires appliquées la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, en ce compris celles qui se rapportent à la rémunération. Leurs prestations sont celles prévues à l'article 5. Cet emploi ne donne lieu à aucune compensation par rapport à un emploi, selon le cas, à mi-temps ou à temps plein.

Art. 16. Les membres du personnel visés à l'article 15, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre principal, sont soumis aux dispositions de l'article 15, 1°.

Art. 17. Les membres du personnel visés à l'article 15, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre accessoire, sont soumis aux dispositions de l'article 15, 3°.

Toutefois, à leur demande, ils peuvent opter pour la fonction principale de sous-directeur, à mi-temps au moins, de cet établissement, auquel cas ils bénéficient des dispositions de l'article 15, 2°.

Art. 18. Les membres du personnel visés à l'article 15, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exercent à titre principal, peuvent bénéficier, à leur demande et sur décision du Pouvoir organisateur, des dispositions de l'article 15, 2°, pour autant que cet emploi reste vacant après application éventuelle des articles 16 et 17 et qu'ils remplissent les conditions suivantes :

1° avoir exercé sans interruption la fonction de sous-directeur de cet établissement depuis le 1^{er} octobre 1992;

2° justifier à la date du 30 septembre 1992 d'au moins deux années de services prestés dans l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française comptées à partir de l'âge de vingt-six ans.

Art. 19. Les membres du personnel visés à l'article 15, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exercent à titre accessoire, peuvent bénéficier, à leur demande et sur décision du Pouvoir organisateur, des dispositions de l'article 15, 2° pour autant que cet emploi reste vacant après application éventuelle des articles 16, 17 et 18 et qu'ils remplissent l'ensemble des conditions de l'article 18.

Art. 20. Les modalités selon lesquelles les membres du personnel visés aux articles 17, 18 et 19 doivent introduire leur demande afin d'être nommés ou maintenus dans la fonction principale de sous-directeur à mi-temps au moins sont fixées par le Pouvoir organisateur concerné.

CHAPITRE II. — *Chef d'atelier*

Art. 21. Les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française qui exercent depuis le 1^{er} octobre au moins, la fonction de chef d'atelier d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française sont :

1^o soit maintenus à titre définitif dans la fonction principale de chef d'atelier de cet établissement. Leur fonction s'exerce conformément aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

2^o soit nommés à titre définitif, à la date fixée par l'arrêté de nomination, dans la fonction principale de chef d'atelier de cet établissement. Leur fonction s'exerce conformément aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

3^o soit maintenus dans la fonction accessoire de chef d'atelier de cet établissement, pour la charge correspondant à leur nomination définitive et dans le respect des conditions légales et réglementaires appliquées la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, en ce compris celles qui se rapportent à la rémunération. Leurs prestations sont celles définies à l'article 5. Cet emploi ne donne lieu à aucune compensation par rapport à un emploi, selon le cas, à quart temps, à mi-temps, à trois quarts temps ou à temps plein.

Art. 22. Les membres du personnel visés à l'article 21, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre principal, sont soumis aux dispositions de l'article 21, 1^o.

Art. 23. Les membres du personnel visés à l'article 21, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre accessoire, sont soumis aux dispositions de l'article 21, 3^o.

Toutefois, à leur demande, ils peuvent opter pour la fonction principale de chef d'atelier, à quart temps au moins, de cet établissement, auquel cas ils bénéficient des dispositions de l'article 21, 2^o.

Art. 24. Les membres du personnel visés à l'article 21, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exercent à titre principal, peuvent bénéficier, à leur demande et sur décision du Pouvoir organisateur, des dispositions de l'article 21, 2^o, pour autant que cet emploi reste vacant après application éventuelle des articles 22 et 23 et qu'ils remplissent les conditions suivantes :

1^o avoir exercé sans interruption la fonction de chef d'atelier de cet établissement depuis le 1^{er} octobre 1992;

2^o justifier à la date du 30 septembre 1992 d'au moins deux années de services prestés dans l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française comptées à partir de l'âge de vingt-quatre ans.

Art. 25. Les membres du personnel visés à l'article 21, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exercent à titre accessoire, peuvent bénéficier, à leur demande et sur décision du Pouvoir organisateur, des dispositions de l'article 21, 2^o, pour autant que cet emploi reste vacant après application éventuelle des articles 22, 23 et 24 et qu'ils remplissent les conditions de l'article 24.

Art. 26. Les modalités selon lesquelles les membres du personnel visés aux articles 23, 24 et 25 doivent introduire leur demande pour opter pour la fonction principale de chef d'atelier à quart temps au moins, mentionnée dans ces articles, sont fixées par le Pouvoir organisateur concerné.

TITRE IV. — Fonctions de recrutement

CHAPITRE 1^{er}. — *Surveillant-éducateur*

Art. 27. Les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française qui exercent depuis le 1^{er} octobre 1992 au moins, la fonction de surveillant-éducateur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française sont :

1^o soit maintenus à titre définitif dans la fonction principale de surveillant-éducateur de cet établissement. Leur fonction s'exerce conformément aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté de l'Exécutif du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

2^o soit nommés à titre définitif, à la date fixée par l'arrêté de nomination, dans la fonction principale de surveillant-éducateur de cet établissement. Leur fonction s'exerce conformément aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

3^o soit maintenus dans la fonction accessoire de surveillant-éducateur de cet établissement, pour la charge correspondant à leur nomination définitive et dans les conditions légales et réglementaires appliquées la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, y compris en ce qui concerne la rémunération.

En vue de leur nomination en qualité de surveillant-éducateur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française, les membres du personnel qui étaient avant le 1^{er} octobre 1992 titulaires d'un emploi de surveillant-éducateur de cet établissement et qui occupent un emploi d'éducateur-économiste ou de secrétaire de direction de cet établissement sont assimilés aux membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 28. Les membres du personnel visés à l'article 27, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre principal, sont soumis aux dispositions de l'article 27, 1^o.

Art. 29. § 1^{er}. Les membres du personnel visés à l'article 27, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre accessoire, sont soumis aux dispositions de l'article 27, 3^o.

Toutefois, à leur demande, ils bénéficient des dispositions de l'article 27, 2^o, pour autant que cet emploi reste vacant après l'application éventuelle de l'article 28.

§ 2. S'il échet, le nombre des emplois de surveillant-éducateur attribué à un établissement d'enseignement de promotion sociale conformément aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale est diminué de la somme des charges de surveillant-éducateur en fonction accessoire visées à l'article 27, 3^o, arrondie à la demi-unité supérieure.

Art. 30. Les membres du personnel visés à l'article 27, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exercent à titre principal, peuvent bénéficier, à leur demande et sur décision du Pouvoir organisateur, des dispositions de l'article 27, 2^o pour autant que cet emploi reste vacant après application éventuelle des articles 28 et 29 et qu'ils remplissent les conditions suivantes :

1^o être Belge ou être ressortissant d'un autre Etat membre des Communautés économiques européennes, sauf dérogation accordée par l'Exécutif de la Communauté française;

2^o être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° posséder les aptitudes physiques fixées par l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

6° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

7° justifier à la date du 30 septembre 1992 d'au moins deux années de services prestés dans l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française comptées à partir de l'âge de vingt deux ans et calculées conformément aux dispositions de l'article 7;

8° avoir exercé sans interruption la fonction de surveillant-éducateur de cet établissement depuis le 1^{er} octobre 1992.

Art. 31. Les membres du personnel visés à l'article 27, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exercent à titre accessoire, peuvent bénéficier, à leur demande et sur décision du Pouvoir organisateur, des dispositions de l'article 27, 2°, pour autant que cet emploi reste vacant après application éventuelle des articles 28, 29 et 30 et qu'ils remplissent l'ensemble des conditions de l'article 30.

Art. 32. Les modalités selon lesquelles les membres du personnel visés aux articles 29, 30 et 31 doivent introduire leur demande pour opter pour la fonction principale de surveillant-éducateur à mi-temps au moins mentionnée, dans ces articles, sont fixées par le Pouvoir organisateur concerné.

CHAPITRE II. — Professeur

Art. 33. Les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française qui exercent depuis le 1^{er} octobre 1992 au moins, la fonction de professeur d'un établissement d'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française sont :

1° soit maintenus à titre définitif dans la fonction principale de professeur de cet établissement;

2° soit nommés à titre définitif dans la fonction principale de professeur de cet établissement;

3° soit maintenus dans la fonction accessoire de professeur de cet établissement, pour la charge correspondant à leur nomination définitive et dans les conditions légales et réglementaires appliquées la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté y compris en ce qui concerne la rémunération.

Art. 34. Les membres du personnel visés à l'article 33, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre principal, bénéficient des dispositions de l'article 33, 1°.

Art. 35. Les membres du personnel visés à l'article 33, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre accessoire, sont soumis aux dispositions de l'article 33, 3°.

Toutefois, à leur demande, ils peuvent opter pour la fonction principale de professeur auquel cas ils bénéficient des dispositions de l'article 33, 2°.

Art. 36. Les membres du personnel visés à l'article 33, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exercent à titre principal, peuvent bénéficier, à leur demande et sur décision du Pouvoir organisateur, des dispositions de l'article 33, 2°, pour autant que cet emploi reste vacant après l'application éventuelle des articles 34 et 35 et qu'ils remplissent les conditions suivantes :

1° être Belge ou être ressortissant d'un autre Etat membre des Communautés économiques européennes, sauf dérogation accordée par l'Exécutif de la Communauté française;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° posséder les aptitudes physiques fixées par l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

6° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

7° justifier à la date du 30 septembre 1992 d'au moins deux années de services prestés dans l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française comptées à partir de l'âge de 24 ans ou de 26 ans, suivant que la fonction a été exercée respectivement dans l'enseignement secondaire inférieur ou dans l'enseignement secondaire supérieur ou supérieur, et calculées conformément aux dispositions de l'article 7;

8° avoir exercé sans interruption la fonction de professeur de cet établissement depuis le 1^{er} octobre 1992.

Art. 37. Les membres du personnel visés à l'article 33, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exercent à titre accessoire, peuvent bénéficier, à leur demande et sur décision du Pouvoir organisateur, des dispositions de l'article 33, 2°, pour autant que cet emploi reste vacant après application éventuelle des articles 34, 35 et 36 et qu'ils remplissent les conditions de l'article 36.

Art. 38. Les modalités selon lesquelles les membres du personnel visés aux articles 35, 36 et 37 doivent introduire leur demande pour opter pour la fonction principale de professeur mentionnée dans ces articles sont fixées par le Pouvoir organisateur concerné.

TITRE V. — Dispositions dérogatoires, abrogatoires et finales

Art. 39. Si, dans un même établissement et pour un même emploi, plusieurs candidats remplissent les conditions de nomination, l'ordre de priorité est fixé par l'ancienneté de service acquise dans des établissements d'enseignement de promotion sociale dépendant du Pouvoir organisateur concerné, calculée conformément à l'article 7.

Art. 40. La date de prise d'effet des actes de nominations résultant des dispositions transitoires est fixée au 1^{er} septembre 1993.

Les membres du personnel concernés par les présentes dispositions doivent introduire avant le 30 septembre 1993 les demandes visées aux articles 13, 20, 26, 32 et 38.

Les Pouvoirs organisateurs doivent prendre les décisions relatives à ces demandes avant le 31 octobre 1993.

Cette décision peut être retardée jusqu'à la fin du mois suivant le mois de réception par le Pouvoir organisateur de la dépêche ministérielle d'admission définitive aux subventions de la section ou de l'unité de formation, à condition que la date d'admission définitive aux subventions soit antérieure au 2 septembre 1993.

Art. 41. Les nominations à titre définitif conférées en vertu des dispositions du présent arrêté sont agréées, là où l'agrément existe.

Toutefois, pour l'application des dispositions du chapitre II du titre IV, seules peuvent être prises en considération les sections et unités de formation admises définitivement aux subventions à la date de la nomination.

Art. 42. Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, de l'aide à la Jeunesse
et des Relations internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

N. 93 — 1990

19 JULI 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de overgangsbepalingen betreffende de opdrachten en betrekkingen, toepasselijk op de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid artikel 111, § 4, ingevoegd bij decreet van 4 februari 1993 en gewijzigd bij decreet van 5 juli 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 1992;

Gelet op het advies van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten d.d. 20 juni 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

TITEL I. — Algemeenheden

Artikel 1. Dit besluit geldt voor de personen die ten minste sinds 1 oktober 1992 een hoofdamt of een bijbetrekking uitoefenen in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit bedoelt men met « vaste benoeming », « vast benoemd » of « in vaste dienst gehouden » :

- hetzij de vaste benoeming toegekend aan de personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;
- hetzij de erkenning van de vaste benoeming van personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs;
- hetzij de vaste werving, door een inrichtende macht, van een gesubsidieerd personeelslid van het vrij gesubsidieerd onderwijs.

Art. 3. Voor de toepassing van de artikelen 11, 1^o, 18, 1^o, 24, 1^o, 38, 8^o en 38, 8^o, zijn de gevallen bedoeld in artikel 40 bis, § 3, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, geen onderbreking.

Daarbij speelt het werkelijk aantal weken organisatie van de afdelingen geen rol : ze worden geacht over 40 weken georganiseerd te zijn.

Art. 4. Voor de toepassing van de artikelen 8, 9, 10, 15, 16, 17, 21, 22, 23, 27, 28, 29, 33, 34 en 35 worden de leden van het vast personeel die op 1 oktober 1992 in actieve dienst waren of ter beschikking gesteld waren, doch niet wegens ontstentenis van betrekking, geacht hun ambt te hebben uitgeoefend.

Art. 5. De bepalingen van dit besluit gelden enkel voor betrekkingen verantwoord ingevolge de wets- en reglementsbevestigingen, o.m. titel II, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, en de leestijdendotaties van de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 6. De personeelsleden die na toepassing van de bepalingen van dit besluit in vaste dienst gehouden worden in een bijbetrekking van directeur, onderdirecteur, werkmeester in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, zijn er, ongeacht hun bezoldiging, beperkt tot hun opdracht op 30 juni 1991, toe gehouden de prestaties te verstrekken, overeenstemmend met de betrekking die zij bekleden, volgens het geval voltijds of voor een vierde, de helft of drie vierde van een voltijdse betrekking.

Art. 7. Voor de berekening van de duur van de in aanmerking komende diensten en voor de in dit besluit bedoelde dienst- of ambtsanciënniteit :

a) vertegenwoordigen de diensten verstrekt als tijdelijke of interimair, een anciënniteit gelijk aan het aantal dagen van begin tot einde van de verstrekte diensten, met inbegrip van de ontspanningsverloven en winter- en lentevakantie die in de periode van ononderbroken activiteit vallen; dit aantal dagen wordt met 1,2 vermenigvuldigd;

b) worden de niet als tijdelijke of interimair verstrekte diensten berekend per kalendermaand, met uitsluiting van diensten die geen volledige maand behelzen.

De diensten die in aanmerking komen tijdens de maand waarin het personeelslid voor het eerst wordt aangesteld in een andere hoedanigheid dan tijdelijke, worden geacht verstrekt te zijn als tijdelijke;

c) vertegenwoordigen de werkelijke diensten in een ambt met volledige of onvolledige prestaties een anciënniteit berekend van datum tot datum, in absolute waarde;

- d) vormen 30 dagen één maand;
 e) kan de duur van de diensten in twee of meer ambten met al dan niet volledige prestaties, de duur van de tijdens die periode in een ambt met volledige prestaties verstrekte diensten nooit overschrijden;
 f) kan de duur van de in aanmerking komende diensten van een personeelslid nooit meer dan 12 maanden voor een kalenderjaar overschrijden.

TITEL II. — Bevorderingsambt : directeur

Art. 8. De personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie die ten minste sinds 1 oktober 1992 het ambt uitoefenen van directeur van een autonome inrichting voor onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden :

1° hetzij in vaste dienst gehouden in het hoofdamt van directeur van die inrichting. Hun ambt wordt uitgeoefend overeenkomstig artikel 19 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie;

2° hetzij vast benoemd op de datum bepaald door de daarop betrekking hebbende officiële akte, in het hoofdamt van directeur van die inrichting; hun ambt wordt uitgeoefend overeenkomstig artikel 19 van voormeld besluit d.d. 27 december 1991;

3° hetzij in vaste dienst gehouden in de bijbetrekking van directeur van die inrichting, voor de opdracht overeenstemmend met hun vaste benoeming en met naleving van de wets- en reglements-bepalingen toegepast daags vóór de inwerkingtreding van dit besluit, ook wat de bezoldiging betreft.

Hun prestaties worden bepaald in artikel 5. Die betrekking geeft geen aanleiding tot compensatie ten overstaan van een voltijdse betrekking.

Art. 9. Op de in artikel 8 bedoelde personeelsleden, vast benoemd in dat ambt dat zij als hoofdamt uitoefenen, is artikel 8, 1°, toepasselijk.

Art. 10. Op de in artikel 8 bedoelde personeelsleden, vast benoemd in dat ambt dat zij als bijbetrekking uitoefenen, is artikel 8, 3°, toepasselijk.

Op hun verzoek kunnen zij in aanmerking komen voor het hoofdamt van directeur van die inrichting, met volledige prestaties, in welk geval artikel 8, 2°, op hen toepasselijk is.

Art. 11. De in artikel 8 bedoelde personeelsleden die in dat ambt niet vast benoemd zijn en het als hoofdamt uitoefenen, kunnen op hun verzoek, bij beslissing van de inrichtende macht, het voordeel genieten van artikel 8, 2°, mits die betrekking vacant blijft na eventuele toepassing van de artikelen 9 en 10 en zij aan onderstaande voorwaarden voldoen :

1. het ambt van directeur van die inrichting ononderbroken uitgeoefend hebben sinds 1 oktober 1992;
2. op 30 september 1992 ten minste 2 jaar dienst tellen in het onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, vanaf de leeftijd van 26 jaar.

Art. 12. De in artikel 8 bedoelde personeelsleden die in dit ambt niet vast benoemd zijn en het als bijbetrekking uitoefenen, kunnen op hun verzoek, bij beslissing van de inrichtende macht, het voordeel genieten van artikel 8, 2°, mits die betrekking vacant blijft na eventuele toepassing van de artikelen 9, 10 en 11 en zij alle voorwaarden, gesteld in artikel 11, vervullen.

Art. 13. De betrokken inrichtende macht bepaalt de wijze waarop de in artikel 10, 11 en 12 bedoelde personeelsleden hun aanvraag moeten indienen om benoemd of in dienst gehouden te worden in het hoofdamt van directeur van een door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde autonome inrichting van het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 14. De personeelsleden die bij toepassing van de artikelen 11 en 12 van dit besluit het hoofdamt uitoefenen van voltijds directeur van een autonome inrichting van het onderwijs voor sociale promotie verbinden zich ertoe, geen bezoldigd ambt, mandaat of dienst uit te oefenen in of buiten het onderwijs, met uitzondering van (met hun opdracht verenigbare) prestaties als deskundige in het onderwijs voor sociale promotie of van de vervulling van een politiek mandaat. Van de naleving van de in vorig lid bedoelde verbintenis is de subsidiëring van de betrokken personeelsleden afhankelijk.

Dit artikel geldt ook voor personeelsleden die benoemd waren in het hoofdamt van directeur van een door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichting voor sociale promotie en die een uitbreiding van opdracht bekomen ingevolge voormeld besluit van 27 december 1991.

TITEL III. — Selectieambten

HOOFDSTUK I

Art. 15. De personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie die ten minste sinds 1 oktober 1992 het ambt uitoefenen van onderdirecteur van een autonome inrichting voor onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden :

1° hetzij in vaste dienst gehouden in het hoofdamt van onderdirecteur van die inrichting. Hun ambt wordt uitgeoefend overeenkomstig artikel 22 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie;

2° hetzij vast benoemd op de datum bepaald door het benoemingsbesluit, in het hoofdamt van onderdirecteur van die inrichting; hun ambt wordt uitgeoefend overeenkomstig artikel 22 van voormeld besluit d.d. 27 december 1991;

3° hetzij in vaste dienst gehouden in de bijbetrekking van onderdirecteur van die inrichting, voor de opdracht overeenstemmend met hun vaste benoeming en met naleving van de wets- en reglements-bepalingen toegepast daags vóór de inwerkingtreding van dit besluit, ook wat de bezoldiging betreft.

Hun prestaties worden bepaald in artikel 5. Die betrekking geeft geen aanleiding tot compensatie ten overstaan van een voltijdse of halftijdse betrekking.

Art. 16. Op de in artikel 15 bedoelde personeelsleden, vast benoemd in dat ambt dat zij als hoofdamt uitoefenen, is artikel 15, 1°, toepasselijk.

Art. 17. Op de in artikel 15 bedoelde personeelsleden, vast benoemd in dat ambt dat zij als bijbetrekking uitoefent, is artikel 15, 3°, toepasselijk.

Op hun verzoek kunnen zij in aanmerking komen voor het hoofdamt van onderdirecteur van die inrichting, ten minste halftijds, in welk geval artikel 15, 2°, op hen toepasselijk is.

Art. 18. De in artikel 15 bedoelde personeelsleden die in dat ambt niet vast benoemd zijn en het als hoofdamt uitoefenen, kunnen op verzoek, bij beslissing van de inrichtende macht, het voordeel genieten van artikel 15, 2°, mits die betrekking vacant blijft na eventuele toepassing van de artikelen 16 en 17 en zij aan onderstaande voorwaarden voldoen :

1. het ambt van onderdirecteur van die inrichting ononderbroken uitgeoefend hebben sinds 1 oktober 1992 ;
2. op 30 september 1992 ten minste 2 jaar dienst tellen in het onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, vanaf de leeftijd van 26 jaar.

Art. 19. De in artikel 15 bedoelde personeelsleden die in dat ambt niet vast benoemd zijn en het als bijbetrekking uitoefenen, kunnen op verzoek, bij beslissing van de inrichtende macht, het voordeel genieten van artikel 15, 2°, mits die betrekking vacant blijft na eventuele toepassing van de artikelen 16, 17 en 18 en zij alle voorwaarden, gesteld in artikel 18, vervullen.

Art. 20. De betrokken inrichtende macht bepaalt de wijze waarop de in de artikelen 17, 18 en 19 bedoelde personeelsleden hun aanvraag moeten indienen om benoemd of in dienst gehouden te worden in het hoofdamt van onderdirecteur van een door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde autonome inrichting van het onderwijs voor sociale promotie.

HOOFDSTUK II. — *Werkmeester*

Art. 21. De personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie die ten minste sinds 1 oktober 1992 het ambt uitoefenen van werkmeester van een autonome inrichting voor onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden :

1° hetzij in vaste dienst gehouden in het hoofdamt van werkmeester van die inrichting. Hun ambt wordt uitgeoefend overeenkomstig artikel 23 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie;

2° hetzij vast benoemd op de datum bepaald door het benoemingsbesluit, in het hoofdamt van werkmeester van die inrichting; hun ambt uitgeoefend overeenkomstig artikel 23 van voormeld besluit d.d. 27 december 1991;

3° hetzij in dienst gehouden in de bijbetrekking van werkmeester van die inrichting, voor de opdracht overeenstemmend met hun vaste benoeming en met naleving van de wets- en reglementsbepalingen toegepast daags vóór de inwerkingtreding van dit besluit, ook wat de bezoldiging betreft.

Hun prestaties worden bepaald in artikel 5. Die betrekking geeft geen aanleiding tot compensatie ten overstaan van een voltijdse of voor één vierde, de helft of drie vierde van de volledige prestaties uitgeoefende betrekking.

Art. 22. Op de in artikel 21 bedoelde personeelsleden, vast benoemd in dat ambt dat zij als hoofdamt uitoefenen, is artikel 21, 1°, toepasselijk.

Art. 23. Op de in artikel 21 bedoelde personeelsleden, vast benoemd in dat ambt dat zij als bijbetrekking uitoefenen, is artikel 21, 3°, toepasselijk.

Op hun verzoek kunnen zij in aanmerking komen voor het hoofdamt van werkmeester van die inrichting, met ten minste één vierde van de volledige prestaties, in welk geval artikel 21, 2°, op hen toepasselijk is.

Art. 24. De in artikel 21 bedoelde personeelsleden die in dat ambt niet vast benoemd zijn en het als hoofdamt uitoefenen, kunnen op hun verzoek, bij beslissing van inrichtende macht, het voordeel genieten van artikel 21, 2°, mits die betrekking vacant blijft na eventuele toepassing van de artikelen 22 en 23 en zij aan onderstaande voorwaarden voldoen :

1. het ambt van werkmeester van die inrichting ononderbroken uitgeoefend hebben sinds 1 oktober 1992;
2. op 30 september 1992 ten minste 2 jaar dienst tellen in het onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, vanaf de leeftijd van 24 jaar.

Art. 25. De in artikel 21 bedoelde personeelsleden die in dat ambt niet vast benoemd zijn en het als bijbetrekking uitoefenen, kunnen op hun verzoek, bij beslissing van de inrichtende macht, het voordeel genieten van artikel 21, 2° mits die betrekking vacant blijft na eventuele toepassing van de artikelen 22, 23 en 24 en zij alle voorwaarden, gesteld in artikel 24, vervullen.

Art. 26. De betrokken inrichtende macht bepaalt de wijze waarop de in de artikelen 23, 24 en 25 bedoelde personeelsleden hun aanvraag moeten indienen voor het hoofdamt van werkmeester van een door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde autonome inrichting van het onderwijs voor sociale promotie, met ten minste één vierde van de volledige prestaties.

TITEL IV. — *Wervingsambten*

HOOFDSTUK I. — *Studiemeester-opvoeder*

Art. 27. De personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie die ten minste sinds 1 oktober 1992 het ambt uitoefenen van studiemeester-opvoeder van een autonome inrichting voor onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden :

1° hetzij in vaste dienst gehouden in het hoofdamt van studiemeester-opvoeder van die inrichting. Hun ambt wordt uitgeoefend overeenkomstig artikel 25 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie;

2° hetzij vast benoemd op de datum bepaald door het benoemingsbesluit, in het hoofdamt van studiemeester-opvoeder van die inrichting; hun ambt uitgeoefend overeenkomstig artikel 25 van voormeld besluit d.d. 27 december 1991;

3° hetzij in dienst gehouden in de bijbetrekking van studiemeester-opvoeder van die inrichting, voor de opdracht overeenstemmend met hun vaste benoeming en met naleving van de wets- en reglementsbepalingen toegepast daags vóór de inwerkingtreding van dit besluit, ook wat de bezoldiging betreft.

Voor hun benoeming tot studiemeester-opvoeder in een autonome inrichting van het onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden personeelsleden die vóór 1 oktober 1992 titularis waren van een betrekking als studiemeester-opvoeder in die inrichting en er als opvoeder-huismeester of directie-secretaris fungeerden, gelijkgesteld met de in het 1e lid bedoelde personeelsleden.

Art. 28. Op de in artikel 27 bedoelde personeelsleden, vast benoemd in dat ambt dat zij als hoofdamt uitoefenen, is artikel 27, 1°, toepasselijk.

Art. 29. § 1. Op de in artikel 27 bedoelde personeelsleden, vast benoemd in dat ambt dat zij als bijbetrekking uitoefenen, is artikel 27, 3°, toepasselijk. Op hun verzoek kunnen zij het voordeel genieten van artikel 27, 2°, mits die betrekking vacant blijft na eventuele toepassing van artikel 28.

§ 2. Zo nodig wordt het aantal betrekkingen van studiemeester-opvoeder toegekend aan een inrichting van het onderwijs voor sociale promotie overeenkomstig artikel 25 van voormeld besluit van 27 december 1991, verminderd met de som van de opdrachten van studiemeester-opvoeder in een bijbetrekking, bedoeld in artikel 27, 3°, afgerond tot de hogere halve eenheid.

Art. 30. De in artikel 27 bedoelde personeelsleden die in dat ambt niet vast benoemd zijn en het als hoofdamt uitoefenen, kunnen op hun verzoek, bij beslissing van de inrichtende macht, het voordeel genieten van artikel 27, 2°, mits die betrekking nog vacant is na eventuele toepassing van de artikelen 28 en 29 en zij onderstaande voorwaarden vervullen :

1. Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de EEG, behoudens afwijking toegestaan door de Executieven van de Franse Gemeenschap;
2. van onberispelijk gedrag zijn;
3. de burgerlijke en politieke rechten genieten;
4. voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;
5. de lichamelijke geschiktheid hebben, bepaald bij koninklijk besluit van 22 april 1969 tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulp personeel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen;
6. voldoen aan de wets- en reglementsbepalingen betreffende de taalregeling;
7. op 30 september 1992 het bewijs leveren van ten minste 2 jaar dienst in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, vanaf de leeftijd van 22 jaar en berekend overeenkomstig artikel 7;
8. het ambt van studiemeester-opvoeder ononderbroken in die inrichting uitgeoefend hebben sinds 1 oktober 1992.

Art. 31. De in artikel 27 bedoelde personeelsleden die in dat ambt niet vast benoemd zijn en het als bijbetrekking uitoefenen, kunnen op hun verzoek, bij beslissing van de inrichtende macht, het voordeel genieten van artikel 27, 2°, mits die betrekking vacant blijft na eventuele toepassing van de artikelen 28, 29 en 30 en zij alle voorwaarden, gesteld in artikel 30, vervullen.

Art. 32. De betrokken inrichtende macht bepaalt de wijze waarop de in de artikelen 29, 30 en 31 bedoelde personeelsleden hun aanvraag moeten indienen om het hoofdamt van studiemeester-opvoeder, in die artikelen vermeld, ten minste halfijds uit te oefenen.

HOOFDSTUK II. — Leraar

Art. 33. De personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie die ten minste sinds 1 oktober 1992 het ambt uitoefenen van leraar aan een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden :

- 1° hetzij in vaste dienst gehouden in het hoofdamt van leraar aan die inrichting;
- 2° hetzij vast benoemd in het hoofdamt van leraar aan die inrichting;
- 3° hetzij in vaste dienst gehouden in de bijbetrekking van leraar aan die inrichting, voor de opdracht overeenstemmend met hun vaste benoeming en met naleving van de wets- en reglementsbepalingen toegepast daags vóór de inwerkingtreding van dit besluit, ook wat de bezoldiging betreft.

Art. 34. Op de in artikel 33 bedoelde personeelsleden, vast benoemd in dat ambt dat zij als hoofdamt uitoefenen, is artikel 33, 1°, toepasselijk.

Art. 35. Op de in artikel 35 bedoelde personeelsleden, vast benoemd in dat ambt dat zij als bijbetrekking uitoefenen, is artikel 33, 3°, toepasselijk.

Op hun verzoek kunnen zij in aanmerking komen voor het hoofdamt van leraar aan die inrichting, in welk geval artikel 33, 2°, op hen toepasselijk is.

Art. 36. De in artikel 33 bedoelde personeelsleden die in dat ambt niet vast benoemd zijn en het als hoofdamt uitoefenen, kunnen op hun verzoek, bij beslissing van de inrichtende macht het voordeel genieten van artikel 33, 2°, mits die betrekking vacant blijft na eventuele toepassing van de artikelen 34 en 35 en zij aan onderstaande voorwaarden voldoen :

1. Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de EEG, behoudens afwijking toegestaan door de Executieve van de Franse Gemeenschap;
2. van onberispelijk gedrag zijn;
3. de burgerlijke en politieke rechten genieten;
4. voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;
5. de lichamelijke geschiktheid hebben, bepaald bij koninklijk besluit van 22 april 1969 tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulp personeel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen;
6. voldoen aan de wets- en reglementsbepalingen betreffende de taalregeling;
7. op 30 september 1992 het bewijs leveren van ten minste 2 jaar dienst in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, vanaf de leeftijd van 24 of 26 jaar, naargelang het ambt uitgeoefend werd in het lager secundair, respectievelijk het hoger secundair en het hoger onderwijs en berekend overeenkomstig artikel 7;
8. het ambt van leraar ononderbroken in die inrichting uitgeoefend hebben sinds 1 oktober 1992.

Art. 37. De in artikel 33 bedoelde personeelsleden die in dat ambt niet vast benoemd zijn en het als bijbetrekking uitoefenen, kunnen op hun verzoek, bij beslissing van de inrichtende macht, het voordeel genieten van artikel 33, 2°, mits die betrekking vacant blijft na eventuele toepassing van de artikelen 34, 35 en 36 en zij alle voorwaarden, gesteld in artikel 36, vervullen.

Art. 38. De betrokken inrichtende macht bepaalt de wijze waarop de in de artikelen 35, 36 en 37 bedoelde personeelsleden hun aanvraag moeten indienen voor het hoofdamt van leraar, vermeld in die artikelen.

TITEL V. — Opheffings-, afwijkings- en slotbepalingen

Art. 39. Als in één inrichting en voor één betrekking verschillende kandidaten de benoemingsvoorwaarden vervullen, wordt de voorrangregeling bepaald door de dienstanciënniteit in de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie die van de betrokken inrichtende macht afhangen, berekend overeenkomstig artikel 7.

Art. 40. De benoemingsakten die voortvloeien uit de overgangsbepalingen gaan in op 1 september 1993.

De betrokken personeelsleden moeten vóór 30 september 1993 de aanvragen, bedoeld in de artikelen 13, 20, 26, 32 en 38, indienen. Vóór 31 oktober 1993 moeten de inrichtende machten zich over die aanvragen uitspreken. Die beslissingen kunnen verdaagd worden tot het einde van de maand, volgend op de maand waarin de inrichtende macht de ministeriële dienstbrief tot definitieve opneming van de afdeling of van de opleidings-eenheid in de toelageregeling ontvangen heeft, mits de datum van die definitieve opneming vóór 2 september 1993 valt.

Art. 41. De vaste benoemingen ingevolge dit besluit worden erkend, daar waar de erkenning bestaat.

Voor de toepassing van hoofdstuk II van titel IV, komen enkel de afdelingen en opleidingsseenheden in aanmerking die op datum van de benoeming definitief in de toelageregeling opgenomen waren.

Art. 42. De Minister van de Franse Gemeenschap, bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juli 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Forces armées. — Nominations

Par arrêté royal n° 28802 du 21 juillet 1993 :

Force terrestre

Les sous-lieutenants miliciens dont les noms sont repris ci-après sont nommés au grade de sous-lieutenant de réserve :

Corps de l'infanterie

A la date du 1^{er} janvier 1993 :

Vanderhaegen, F.; Tillieux, M.; Valkenier, M.; Glorieux, F.; Debel, W.; Rathe, N.; Devos, D.; Cornette, B.; Vandeplass, A.; Lizin, A.; Bertinchamps, T.; Delestrez, P.; Bostoën, N.

A la date du 28 janvier 1993 :

Coenaerts, M.

A la date du 29 janvier 1993 :

Koninckx, E.;
Schutyzer, T.

A la date du 30 janvier 1993 :

De Vriendt, J.

A la date du 1^{er} février 1993 :

Van de Velde, G.; Meylemans, M.; Dragon, A.; Van Passel, L.; Van Herreweghe, T.; Vernier, F.; Caenepeel, V.; Licoppe, V.; Thienpont, J.; Scherrer, O.; Binders, P.; Vael, M.; Van de Velde, B.; Van Antwerpen, G.; Boermans, Y.; Verschuere, P.; De Vroe, H.; Stragier, C.; Adam, J.; Feuggelen, J.; Van der Linden, D.; De Vos, P.; Lemahieu, J.; Vanden Berghe, P.; Van Aert, Y.; Dijkmans, B.; Vandaele, N.; Poskin, H.; Thysman, E.; Van den Borg, R.; Rom, L.; Van de Vloed, J.; Jossart, P.; Cammermans, A.; Tubbax, H.; Verschuere, P.; De Troch, S.; Rens, J.; Marchal, Y.; Debbaudt, W.; Antonus, J.; Derweduwen, H.; Six, H.; Scharpe, M.; Stassart, O.; Dumoulin, M.; Neiryneck, A.; Jolas, E.; Wuyts, E.; Laroy, F.; Delforge, B.; Jacobs, D.; Verdood, Y.; Van Laere, K.; Baele, J.; Lambert de Rouvroit, A.; Roose, P.; Ausloos, D.; Homerin, O.; Kerstens, J.; Fortemaison, H.; De Groof, D.; Timmermans, X.; Van Acker, K.; Hillaert, W.; Dumont, V.; Gilliot, G.; Grossman, B.; Bossi, P.; Lurson, M.; De Bolle, R.; Cornet de Ways-Ruart, P. (comte); Mathieux, L.; Simon, C.; Cleymans, K.; Schaller, V.; Giacomucci, D.; Puttemans, F.; Ivanszky, P.; Verwimp, G.; Boas, E.; Boterbergh, H.; Simons, F.; Vanhoecke, J.; Dumon, J.

A la date du 23 février 1993 :

Derclaye, E.

A la date du 26 février 1993 :

Desclee de Maredsous, O.; Dallemagne, L.; Evers, P.

A la date du 27 février 1993 :

Dupon, F.

A la date du 1^{er} mars 1993 :

Mathieu, E.; Pivetta, B.; Istas, F.; De Hepcee, B.; Hellebaut, X.; De Brouwer, C.; Isaac, X.; Van Tricht, B.; Deckers, J.; Stockebrand, F.; Walckiers, B.; De Rijke, P.; Vandeputte, G.; Schraeyen, J.; Theys, D.; Vanbeneden, J.; Belpaire, D.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

Krijgsmacht. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit nr. 28802 van 21 juli 1993 :

Landmacht

Worden de hierna genoemde dienstplichtige onderluitenanten in de graad van reserveonderluitenant benoemd :

Korps van de infanterie

Op 1 januari 1993 :

Vanderhaegen, F.; Tillieux, M.; Valkenier, M.; Glorieux, F.; Debel, W.; Rathe, N.; Devos, D.; Cornette, B.; Vandeplass, A.; Lizin, A.; Bertinchamps, T.; Delestrez, P.; Bostoën, N.

Op 28 januari 1993 :

Coenaerts, M.

Op 29 januari 1993 :

Koninckx, E.;
Schutyzer, T.

Op 30 januari 1993 :

De Vriendt, J.

Op 1 februari 1993 :

Van de Velde, G.; Meylemans, M.; Dragon, A.; Van Passel, L.; Van Herreweghe, T.; Vernier, F.; Caenepeel, V.; Licoppe, V.; Thienpont, J.; Scherrer, O.; Binders, P.; Vael, M.; Van de Velde, B.; Van Antwerpen, G.; Boermans, Y.; Verschuere, P.; De Vroe, H.; Stragier, C.; Adam, J.; Feuggelen, J.; Van der Linden, D.; De Vos, P.; Lemahieu, J.; Vanden Berghe, P.; Van Aert, Y.; Dijkmans, B.; Vandaele, N.; Poskin, H.; Thysman, E.; Van den Borg, R.; Rom, L.; Van de Vloed, J.; Jossart, P.; Cammermans, A.; Tubbax, H.; Verschuere, P.; De Troch, S.; Rens, J.; Marchal, Y.; Debbaudt, W.; Antonus, J.; Derweduwen, H.; Six, H.; Scharpe, M.; Stassart, O.; Dumoulin, M.; Neiryneck, A.; Jolas, E.; Wuyts, E.; Laroy, F.; Delforge, B.; Jacobs, D.; Verdood, Y.; Van Laere, K.; Baele, J.; Lambert de Rouvroit, A.; Roose, P.; Ausloos, D.; Homerin, O.; Kerstens, J.; Fortemaison, H.; De Groof, D.; Timmermans, X.; Van Acker, K.; Hillaert, W.; Dumont, V.; Gilliot, G.; Grossman, B.; Bossi, P.; Lurson, M.; De Bolle, R.; Cornet de Ways-Ruart, P. (graaf); Mathieux, L.; Simon, C.; Cleymans, K.; Schaller, V.; Giacomucci, D.; Puttemans, F.; Ivanszky, P.; Verwimp, G.; Boas, E.; Boterbergh, H.; Simons, F.; Vanhoecke, J.; Dumon, J.

Op 23 februari 1993 :

Derclaye, E.

Op 26 februari 1993 :

Desclee de Maredsous, O.; Dallemagne, L.; Evers, P.

Op 27 februari 1993 :

Dupon, F.

Op 1 maart 1993 :

Mathieu, E.; Pivetta, B.; Istas, F.; De Hepcee, B.; Hellebaut, X.; De Brouwer, C.; Isaac, X.; Van Tricht, B.; Deckers, J.; Stockebrand, F.; Walckiers, B.; De Rijke, P.; Vandeputte, G.; Schraeyen, J.; Theys, D.; Vanbeneden, J.; Belpaire, D.